



Financer l'Éducation : un appel urgent au G7

lundi 15 juillet 2024, par [CGT educ'action](#)

Appel à la réunion ministérielle du G7 Italie 2024 sur l'éducation

L'Internationale de l'Éducation, qui représente les personnels de l'éducation du monde entier, conjointement aux organisations membres issues des pays du G7, soutient la déclaration suivante publiée avant la réunion ministérielle sur l'éducation du G7 Italie 2024, à la suite d'une initiative de la Federazione Lavoratori della Conoscenza (FLC-CGIL), préoccupée par l'exclusion des syndicats de l'éducation de cette importante réunion :

Les syndicats jouent un rôle fondamental dans la lutte contre les inégalités et pour garantir des conditions de vie équitables pour toutes et tous. Nous pensons qu'un dialogue social réel et efficace dans le secteur de l'éducation est essentiel pour promouvoir la cohésion sociale, la solidarité et la confiance dans les politiques publiques. C'est pourquoi il est essentiel que les organisations du personnel puissent faire valoir leur point de vue concernant les décisions prises par les pays du G7 en matière d'éducation, en particulier en cette période critique.

Malgré les demandes des syndicats italiens, nous regrettons que les syndicats n'aient pas eu la possibilité de contribuer à cet événement important.

Nous adressons donc les demandes suivantes aux ministres de l'Éducation qui se réuniront à Trieste, en Italie, les 27, 28 et 29 juin 2024 :

- Nous appelons les gouvernements du G7 à impliquer de manière appropriée la société civile et, en particulier, les organisations syndicales dans les discussions sur l'éducation, comme l'a recommandé le Groupe de haut niveau des Nations Unies sur la profession enseignante.
- Nous exhortons le G7 à mettre fin aux politiques d'austérité, à mener des politiques macroéconomiques et à réformer la gouvernance économique mondiale de manière à renforcer l'investissement de l'État dans l'éducation publique.
- Nous demandons au G7 de promouvoir la paix, de garantir le respect du droit international humanitaire et des droits humains, et de mettre un frein à l'augmentation des dépenses militaires qui se fait trop souvent au détriment des dépenses sociales.

En tant que droit humain fondamental et bien public, l'éducation permet aux personnes et aux communautés de s'émanciper, en favorisant un développement holistique et une

citoyenneté active. Les personnels enseignants et les personnels de soutien à l'éducation sont essentiels pour garantir une éducation équitable et inclusive pour toutes et tous. C'est pourquoi les organisations syndicales soulignent la nécessité d'un dialogue avec les gouvernements du G7 en vue de prendre des décisions décisives pour le secteur de l'éducation au cours de cette période charnière.

Aujourd'hui, 400 millions d'enfants dans le monde vivent dans des zones de conflit ou les fuient. Depuis 2005, plus de 315 000 violations graves des droits de l'enfant dans les zones de conflit ont été enregistrées, et au moins 120 000 enfants ont été tué·e·s ou mutilé·e·s.

Alors que les forces militaires dans les zones de guerre démolissent les bâtiments scolaires et les universités, les dépenses militaires mondiales ont augmenté pour la huitième année consécutive en 2022, atteignant un montant estimé à 240 milliards de dollars US, le niveau le plus élevé jamais enregistré par l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm. Les gouvernements du monde entier ont consacré en moyenne 6,2 % de leur budget à l'armée, soit 282 dollars US par habitant·e.

En parallèle, depuis de nombreuses années, les politiques d'austérité ont eu un impact négatif sur les dépenses publiques, en particulier dans des secteurs vitaux tels que l'éducation et la santé. Ces politiques ont montré qu'une approche purement financière est néfaste pour la protection des droits humains. Par conséquent, nous nous faisons écho des appels lancés par la campagne La force du public : Ensemble on fait école ! pour que l'État investisse davantage dans l'éducation publique et la recherche, afin de lutter contre les inégalités et de soutenir le droit à l'éducation pour toutes et tous, sans distinction de revenu ou d'origine socio-économique.

Nous plaidons pour une éducation publique gratuite et de qualité et nous opposons à la privatisation et à la commercialisation de l'éducation. L'éducation doit être garantie par l'État et accessible à toutes et à tous de manière équitable. L'éducation inclusive est une condition préalable à une éducation de qualité, qui permet de former des citoyennes et citoyens du monde, doté·e·s des compétences cognitives et socio-émotionnelles nécessaires pour comprendre le monde et vivre en paix dans le respect d'autrui.

Les ministres de l'éducation du G7 doivent dialoguer dès maintenant avec les personnels enseignants et leurs organisations. **Nous devons veiller à ce qu'aucun enfant ne soit privé·e de son droit à l'éducation et à ce que chaque professeur·e soit valorisé·e dans son rôle essentiel au sein de la société.**

Sincères salutations,

Signataires :

Internationale de l'Éducation - FEP-CFDT France - FCE-CTF Canada - CAUT ACPPU Canada - GEW Allemagne - NEA États-Unis - SSTA RU-Écosse - NEU Royaume-Uni - UCU Royaume-Uni - EIS RU-Écosse - FNEEQ CSN Canada - FQPPU Canada - FPPU Canada - SNESUP-FSU France - JTU Japon - UNSA-Education France - CSQ Canada - SNUipp-FSU France - FERC-CGT France - SNES-FSU France - NASUWT Royaume-Uni - SNCS-FSU France - FLC-CGIL Italie

Pour lire et télécharger l'intégralité de l'appel, cliquez sur la vignette ci-dessous !



LA VOIX DES ENSEIGNANTS
**ENSEMBLE
ON FAIT
ECOLE**



**Ensemble
on fait école**

Financer l'éducation : Un appel urgent au G7

Appel à la réunion ministérielle du G7 Italie 2024 sur l'éducation

L'Internationale de l'Éducation, qui représente les personnels de l'éducation du monde entier, conjointement aux organisations membres issues des pays du G7, soutient la déclaration suivante publiée avant la réunion ministérielle sur l'éducation du G7 Italie 2024 à la suite d'une initiative de la Federazione Lavoratori della Conoscenza (FLC-CGLI), préfacée par l'adhésion des syndicats de l'éducation de cette importante réunion.

Les syndicats jouent un rôle fondamental dans la lutte contre les inégalités et pour garantir des conditions de vie équitables pour toutes et tous. Nous pensons qu'un dialogue social réel et efficace dans le secteur de l'éducation est essentiel pour promouvoir la cohésion sociale, la solidarité et la confiance dans les politiques publiques. C'est pourquoi il est essentiel que les organisations du personnel puissent faire valoir leur point de vue concernant les décisions prises par les pays du G7 en matière d'éducation, en particulier en cette période critique. Malgré les demandes des syndicats italiens, nous regrettons que les syndicats n'aient pas eu la possibilité de contribuer à cet événement important.

Nous adressons donc les demandes suivantes aux ministres de l'éducation qui se réuniront à Trieste, en Italie, les 27, 28 et 29 juin 2024 :

- E** Nous appelons les gouvernements du G7 à impliquer de manière appropriée la société civile et, en particulier, les organisations syndicales dans les discussions sur l'éducation, comme ils recommandent le Groupe de haut niveau des Nations Unies sur la profession enseignante.
- E** Nous exhortons le G7 à mettre fin aux politiques d'austérité, à mener des politiques macroéconomiques et à réformer la gouvernance économique mondiale de manière à renforcer l'investissement de l'État dans l'éducation publique.
- E** Nous demandons au G7 de promouvoir la paix, de garantir le respect du droit international humanitaire et des droits humains, et de mettre un frein à l'augmentation des dépenses militaires qui se fait trop souvent au détriment des dépenses sociales.

En tant que droit humain fondamental et bien public, l'éducation permet aux personnes et aux communautés de s'émaniciper, en favorisant un développement holistique et une citoyenneté active. Les personnels enseignants et les personnels de soutien à l'éducation sont essentiels pour garantir une éducation équitable et inclusive pour toutes et tous. C'est pourquoi les organisations syndicales soulignent la nécessité d'un dialogue avec les gouvernements du G7 en vue de prendre des décisions décisives pour le secteur de l'éducation au cours de cette période charnière.

Aujourd'hui, 400 millions d'enfants dans le monde vivent dans des zones de conflit ou les fuient. Depuis 2005, plus de 315 000 violations graves des droits de l'enfant dans les zones de conflit ont été enregistrées, et au moins 1 20 000 enfants ont été tués ou mutilés.

Alors que les forces militaires dans les zones de guerre démolissent les bâtiments scolaires et les universités, les dépenses militaires mondiales ont augmenté pour la huitième année consécutive en 2022, atteignant un montant estimé à 240 milliards de dollars US, le niveau le plus élevé jamais enregistré par l'Institut International